

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 13/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LDLC

3 Rue Olivier de Serres
ZAC Erette Grand'Haies
44119 Grandchamp-Des-Fontaines

Références : N2-2024-1107
Code AIOT : 0006306539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2024 dans l'établissement LDLC implanté Rue Olivier de Serres ZAC Erette Grand'Haies 44119 GRANDCHAMP-DES-FONTAINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LDLC
- 3 Rue Olivier de Serres ZAC Erette Grand'Haies 44119 GRANDCHAMP-DES-FONTAINES
- Code AIOT : 0006306539
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LDLC est autorisée à exploiter, sur le site de Grandchamps-des-Fontaines, un entrepôt de matières combustibles d'un volume de 176 000 m³. L'entrepôt est constitué de 4 cellules de stockage, d'un local de charge d'accumulateurs, de locaux techniques (sprinklage ; TGBT ; transformateur ; compresseur ; chaufferie) et de bureaux. Cet établissement est soumis à enregistrement au titre de la législation sur les installations classées pour ses activités de stockage, sous la rubrique n°1510. L'arrêté préfectoral d'enregistrement initial a été signé le 12 juillet 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Vérification des matériels de sécurité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 22 de l'annexe II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
5	Détection automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 12 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Modification des installations	Code de l'environnement, article 512-46-23-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 6 de l'annexe II	Sans objet
2	Eaux extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 11 de l'annexe II	Sans objet
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 15 de l'annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de cette visite l'exploitant n'a pas pu justifier d'outil de suivi des vérifications périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, le site reste cependant bien suivi.

L'exploitant devra porter à la connaissance du préfet la modification apportée dans la cellule 1 avec l'implantation d'un laboratoire d'analyses (non mis en service le jour de l'inspection).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 6 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : [...] Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. [...]
Constats : Lors de la dernière inspection, la porte coupe feu entre les bureaux et l'entrepôt était maintenue fermée en raison du risque sanitaire (COVID). Le jour de l'inspection la porte était fermée, et aucun dispositif n'était présent pour bloquer sa fermeture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 11 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. [...]

Constats :

Aucune végétation n'était présente dans le bassin le jour de l'inspection. L'exploitant indique que l'entretien et la vérification de l'étanchéité du bassin sont réalisés tous les 2 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vérification des matériels de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 22 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, suivi

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage.

[...]

Constats :

Les rapports suivants ont fait l'objet d'observations pour lesquels l'exploitant a engagé des actions correctives :

- le compte rendu de vérification semestrielle du **système d'extinction automatique** de type sprinkleur (Q1) en date du 15-03-2024 par CLF SATREM. 11 non conformités sans risque de mise en échec ont été relevées.

L'exploitant informe que des actions ont été engagées sur 10 non conformités.

La prochaine vérification semestrielle est programmée le 08-11-2024.

- le compte rendu de la vérification complète de l'installation du **système de sécurité incendie** réalisé le 29-05-2024 par SATI conclue à un bon fonctionnement avec des équipements à changer sur 2024. Un devis a été signé le 20-09-2024. Les pièces n'étant pas disponibles, l'intervention n'a pas pu être programmée.

- le rapport de vérification des **RIA et extincteurs** en date du 10-07-2024 par DESAUTEL qui mentionne 3 observations. Une intervention a été réalisée le 09-08-2024 par DESAUTEL.

- les rapports de vérification du **désenfumage** en date du 02-10-2024 par DESAUTEL. Un équipement nécessite une intervention pour lequel un devis a été signé le 30-10-2024.

- Le **rapport de vérification des installations électriques** en date du 06-09-2024 réalisé par SOCOTEC. 11 observations ont été mentionnées. L'ensemble des observations ont été levées en interne, sauf une concernant le local photo.

L'attestation Q18 en date du 09-09-2024 stipule que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

Les observations/non conformités mentionnées dans les rapports d'intervention ne font pas l'objet d'un suivi formalisé.

Les rapports suivants ne comportent aucune observation :

- le rapport d'intervention sur les **portes coupe feu** en date des 19 et 20-09-2024 réalisé par Défi Bretagne.

-Le rapport de **thermographie** en date du 05-06-2024 réalisé par SOCOTEC ne fait état d'aucune observation.

-Le rapport de **détection gaz** du local chaufferie en date du 16-05-2024 par OLDHAM.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser un suivi des vérifications périodiques (dates d'intervention, observations, suivi et intervention) de manière formalisée, soit directement sur les rapports d'intervention soit dans un outil informatique, ce qui lui permettra également de prioriser les actions à mettre en place.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les documents justifiant la prise en compte des observations relevées et pour lesquelles aucune intervention n'a pu être programmée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 15

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

[...] L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé [...]

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de vérification complète du système de protection foudre en date du 13-02-2024 réalisé par Laumailé Lussault. L'installation est déclarée conforme.

Le relevé des compteurs est réalisé tous les deux mois, et fait l'objet d'un suivi dans la GMAO.

En période orageuse, un relevé est réalisé mais ne fait pas l'objet de saisie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit noter dans le carnet de bord, les relevés effectués lors des épisodes orageux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 12 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

[...]

Constats :

L'exploitant explique que la détection incendie sur le site est assurée par :

- le système d'extinction automatique,
- des détecteurs linéaires
- la vidéosurveillance
- un détecteur optique dans les locaux techniques et le réfectoire
- la présence d'argon 55 dans la salle serveur
- les déclenchements manuels.

Au cours de la visite d'inspection, et suite à un déclenchement manuel, il a été constaté que cette action a déclenché de manière immédiate une alarme audible dans les bureaux ainsi que dans les 4 cellules. En revanche, aucune alarme n'est présente dans le local TGBT, chaufferie, et HTA.

Les portes coupe feu se sont également fermées pour assurer le compartimentage, sauf celle entre les cellules 3 et 4 (PCF n°14, la plus proche des parois extérieures). Il est à noter que le délai de fermeture de la porte entre la cellule 1 à la cellule 3 semble avoir été plus lent que les autres.

Il a également pu être constaté sur le tableau électrique que l'alimentation de la pompe de relevage du bassin de rétention était en « OFF » bloquant ainsi le relèvement des eaux vers le fossé communal, et pouvant ainsi assurer la rétention des eaux d'extinction incendie dans le bassin.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a contacté son prestataire pour le réglage de la porte coupe feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier du bon fonctionnement de la porte coupe feu défaillante ainsi que du délai de fermeture auprès de son prestataire.

L'exploitant doit procéder à l'installation d'une alarme dans les locaux techniques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 6 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement , article 512-46-23-II

Thème(s) : Situation administrative, actualisation des informations

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur de l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement et notamment du dossier justifiant les conditions d'exploitation projetée mentionnée au 8° de l'article R512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Un laboratoire d'analyse d'ondes électromagnétiques a été installé dans la cellule 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra au préfet un dossier de porter à connaissance sur l'exploitation de ce nouveau laboratoire avec l'ensemble des éléments d'appréciation, conformément à l'article R.512-46-23 du Code de l'Environnement, et la note du 20 décembre 2021 relative à l'instruction des modifications des ICPE :

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/aida/files/note_modifs_20211220.pdf.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective